

NATIONS UNIES

**COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES - CEPALC**



Distr.
GENERALE

LC/G.1953(Conf.86/2)/Rev.1
24 février 1997

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

Première Conférence régionale sur la suite donnée au
Sommet mondial pour le développement social

São Paulo (Brésil), 6-9 avril 1997

ANNOTATIONS DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

- A. ORIGINES ET OBJECTIFS DE LA CONFERENCE
- B. ANNOTATIONS DE L'ORDRE DU JOUR

A. ORIGINES ET OBJECTIFS DE LA CONFERENCE

La première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social aura lieu conformément aux dispositions de l'alinéa h) du paragraphe 95 du Programme d'action du Sommet: "Pour promouvoir l'application des recommandations du Sommet aux niveaux régional et sous-régional, les commissions régionales, agissant en coopération avec les banques et les organisations intergouvernementales de leurs régions, devraient organiser tous les deux ans une réunion où les Etats représentés à un haut niveau feraient le point de la suite donnée au Sommet, confronteraient leurs expériences et adopteraient les mesures qui conviennent. Les commissions régionales informeraient par les voies appropriées le Conseil économique et social des résultats des réunions tenues".

En conséquence, l'objectif de la Conférence consiste à passer en revue l'application des accords réalisés lors du Sommet mondial, examiner les activités menées dans les pays, stimuler la coopération régionale et sous-régionale en ce qui concerne l'application des accords, formuler des recommandations aux gouvernements de la région en vue de la mise en oeuvre de ceux-ci et servir de cadre pour l'échange d'informations, en vue de faciliter la coordination et l'aide mutuelle afin que les objectifs de développement économique et social de la région puissent être atteints.

B. ANNOTATIONS DE L'ORDRE DU JOUR

1. Election du Bureau

La première Conférence régionale élira, pour diriger les débats, un Bureau dont la composition sera la suivante: un président, deux vice-présidents au moins et un rapporteur. La composition du Bureau devrait être examinée au cours de la réunion des Chefs de délégation du 6 avril 1997.

2. Adoption du l'ordre du jour provisoire

La première Conférence régionale examinera l'ordre du jour provisoire ci-après, pour adoption ou modification:

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire

3. Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social
 4. Présentation de rapports sur l'application dans les pays participants des accords réalisés lors du Sommet mondial pour le développement social
 5. Table ronde à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté
 6. Groupes de travail sur les trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social:
 - Atténuation et réduction de la pauvreté
 - Emploi productif
 - Intégration sociale
 7. Questions diverses
 8. Examen et approbation des accords réalisés dans le cadre de la Conférence
3. Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social

Document de travail

- Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social (LC/G.1954(CONF.86/3))

Documents de référence

- Plan de Acción para la Erradicación de la Pobreza en el Caribe (LC/CAR/G.490)
- Informe de la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social (A/CONF.166/9)
- Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1996 (LC/G.1947-P)
- Equidad y transformación productiva; un enfoque integrado (LC/G.1701/Rev.1-P)
- Panorama social de América Latina. Edición 1996 (LC/G.1946-P)
- La Cumbre Social. Una visión desde América Latina y el Caribe

A titre de contribution aux débats de la première Conférence régionale, le secrétariat de la CEPALC a établi un document qui analyse l'évolution économique et sociale de la région pendant les années 90 et propose un ensemble d'options en matière de politique qui permettent d'atteindre simultanément les objectifs de la croissance et de l'équité; il insiste à cet effet sur la nécessité de faire figurer au nombre des objectifs de la politique économique tant l'équité que la croissance et la nécessité

non seulement de privilégier l'équité dans le cadre de la politique sociale mais aussi l'efficacité et l'efficience.

A propos de l'évolution économique et sociale au cours des années 90, le principal postulat sur lequel le document s'appuie est que les pays de la région ont réalisé des réformes très profondes et retrouvé leur accès au financement extérieur. Toutefois, leur croissance n'est pas suffisante pour répondre à leurs besoins, parfois le niveau de l'épargne et de l'investissement est faible, la stabilité macro-économique reste précaire et les objectifs fixés en matière d'équité sont loin d'être atteints, malgré les efforts déployés dans le domaine social et la réduction de la pauvreté dans un grand nombre de pays.

Le document analyse en conséquence les réformes économiques, le lien entre les niveaux de croissance, la génération d'emplois et les salaires, le problème de la pauvreté et de la distribution, l'évolution du coût social, les fonds d'investissement social et la mesure dans laquelle l'intégration sociale est réalisée dans les sociétés d'Amérique latine et des Caraïbes.

A partir du bilan ainsi dressé, le document aborde la question de la gouvernabilité socio-économique et des politiques publiques et fournit une série d'analyses et de propositions sur les aspects qualitatifs de la croissance, la question de la réforme des politiques sociales, en particulier en ce qui concerne leurs effets et leurs résultats; il étudie enfin les activités sectorielles en matière d'éducation, de santé, de prévision, de logement et de politiques du travail. Ces analyses sont fondées sur une approche intégrée, en vertu de laquelle la politique publique, dans son ensemble, doit être orientée à la fois vers la transformation de la production et vers l'équité.

4. Présentation de rapports sur l'application dans les pays participants des accords réalisés lors du Sommet mondial pour le développement social

L'un des principaux objectifs de la Conférence consiste à évaluer l'application des accords réalisés dans le domaine social et à échanger des données d'expérience. On espère en conséquence que tous les pays non seulement participeront au débat général sur le document présenté par le secrétariat mais feront aussi rapport sur la suite qu'ils auront donné aux accords réalisés lors du Sommet social.

5. Table ronde à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté

Pour tenir compte de l'opinion exprimée lors du Sommet mondial pour le développement social selon laquelle la croissance économique et l'équité devraient être analysées conjointement, une table ronde aura lieu à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté, à laquelle plusieurs ministres des finances de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont engagés à participer.

6. Groupes de travail sur les trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social

Trois groupes de travail seront consacrés aux thèmes suivants: atténuation et réduction de la pauvreté, emploi productif et intégration sociale. Y participeront des experts de haut niveau ainsi que des représentants d'organisations internationales et régionales spécialisées.

7. Questions diverses

Ce point de l'ordre du jour concernera l'examen de thèmes que les délégations jugeront opportun d'étudier.

8. Examen et approbation des accords réalisés dans le cadre de la Conférence

A la fin de la Conférence, celle-ci approuvera un bref document dans lequel seront repris les accords auxquels les gouvernements des pays de la région seront parvenus à la suite de l'évaluation de l'application du Programme d'action du Sommet et proposera des activités pour les prochaines années.